

Ecole CentraleSupélec
Service achats et marchés

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE FOURNITURES

Fourniture d'azote liquide en vrac et de gaz conditionnés pour les laboratoires de CentraleSupélec

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°











2025-001

SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS.....	3
2.	OBJET DU CONTRAT	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	9
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
8.	LITIGE ET SANCTIONS	15
9.	FIN DU CONTRAT.....	17

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Fourniture d'azote liquide en vrac et de gaz conditionnés pour les laboratoires de CentraleSupélec
	Acheteur	Ecole CentraleSupélec
	Type de contrat	Marché à tranches de fournitures
	Structure	2 lots
	Lieu d'exécution	Gif sur-Yvette Pomacle
	Délai	48 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Révisables (formule), formule (ICHT-Dm / ICHT-Do)
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Fourniture d'azote liquide en vrac et de gaz conditionnés pour les laboratoires de CentraleSupélec

Le présent marché a pour objet la livraison, la fourniture d'azote liquide en vrac et la location de bouteilles de gaz spéciaux conditionnés en bouteilles ou en cadre à destination des laboratoires de CentraleSupélec des campus de Gif-sur Yvette (91190) et Pomacle (51110).

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat pour exécuter et contrôler toutes les prestations de l'accord-cadre et de ses éventuels avenants. Il garantit un niveau de professionnalisme et de qualité et met en place les moyens en personnel qualifié pour assurer et respecter les différents délais d'approvisionnement mentionnés ci-après. L'objectif principal de ce marché est de disposer de façon constante et continue des gaz nécessaires à son activité.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **Gif sur-Yvette, et Pomacle**.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

Le présent marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement des 2 lots et leurs éventuelles annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux 2 lots ;
- le cadre de réponse technique de chaque lot à compléter par le soumissionnaire
- Le Bordereau des prix unitaires pour chaque lot à compléter par le soumissionnaire
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux 2 lots et ses annexes ;

- La mise au point le cas échéant,
- Les avenants le cas échéant.
- le règlement intérieur de CentraleSupélec ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 31 mars 2021.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de CentraleSupélec, font foi. Toute clause contraire aux pièces contractuelles constitutives est réputée nulle. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **CentraleSupélec**, représenté par Ecole CentraleSupélec
Organisme acheteur.

Adresse et coordonnées :

Service achats et marchés
Campus Paris-Saclay
3, rue Joliot Curie
Gif-sur-Yvette, 91190

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **2 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **tranches** en application des articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de fournitures avec un montant total estimé à 384. 000 euros HT sur la durée totale du marché (tranches optionnelles comprises)

Type	Objet
Consultation	Fourniture d'azote liquide en vrac et de gaz conditionnés pour les laboratoires de CentraleSupélec - à tranches : <i>Le présent marché a pour objet la livraison, la fourniture d'azote liquide en vrac et la location de bouteilles de gaz spéciaux conditionnés en bouteilles ou en cadre à destination des laboratoires de CentraleSupélec des campus de Gif-sur Yvette (91190) et Pomacle (51110).</i>
Lot	<p>Lot n°1 Fourniture azote liquide en vrac – à tranches : <i>le lot 1 se compose d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle. La tranche ferme est relative aux prestations de fourniture d'azote liquide en vrac pour les laboratoires de CentraleSupélec</i></p> <p><i>La tranche optionnelle porte sur le transfert en cours de contrat de la cuve actuelle « GEEPS » sur le nouveau site de BREGUET qui sera chiffré séparément du reste des prestations.</i></p> <p><i>En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, CentraleSupélec en informera l'attributaire par ordre de service. L'ordre de service d'affermissement spécifiera la date de début d'exécution des prestations.</i></p> <p><i>Dans l'hypothèse où CentraleSupélec décide de ne pas affermir la tranche optionnelle, l'attributaire du marché est libéré de tout engagement concernant l'exécution de celle-ci. Il ne peut prétendre à aucune indemnité ni paiement de quelque nature que ce soit.</i></p>
Lot	Lot n°2 Fourniture de Gaz conditionnés - ordinaire : <i>Fourniture gaz conditionnés</i>

■ **Présentation des bons de commande :**

Des prestations peuvent être réaliser au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

■ **ordre de service**

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée globale du contrat :**

Le contrat est conclu pour une durée de 48 mois à compter de la notification du contrat.

■ **Délais d'exécution :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé à **48 mois** à compter de la notification du contrat.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est $P = P_o \times [(I_{CHT-Dm} / I_{CHT-Do})]$.

P = prix révisé

P_o = prix initial

I_o = valeur de l'index au mois Mo

I_m = valeur de l'index pour le mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
ICHT-D	Electricité, gaz, vapeur, air conditionné

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis. En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque prestation**.

Les nouveaux tarifs révisés à la hausse comme à la baisse devront être communiqués au service achats et marchés (achatsmarches@centralesupec.fr) 30 jours avant la date de révision effective des tarifs du marché.

A défaut de communication des nouveaux tarifs révisés par le titulaire dans ces délais, les tarifs en cours seront maintenus.

Le calcul de la révision de prix est à la charge du service compétent du titulaire, qui devra transmettre à l'adresse susmentionnée :

- La feuille de calcul et de justificatif ayant abouti à la détermination des prix révisés ;
- - Le bordereau de prix avec mention des prix initiaux et des prix révisés à la date de la commande.

Les tarifs révisés seront validés par un écrit de CentraleSupélec (courrier ou mail).

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;

- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prestations font l'objet de prix unitaires qui figurent au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Ces prix unitaires sont **révisables annuellement** à la date anniversaire du marché.

Le prix est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, et intègre notamment les frais généraux, impôts et taxes, les frais d'assurance, et assure au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Le prix est réputé avoir été établi en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par les établissements.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

■ Clause de Sauvegarde

Clause butoir : Il est entendu que les prix pratiqués pour la prestation sont susceptibles de variations à la date anniversaire du marché. L'augmentation qui résulte de la révision des prix sera obligatoirement limitée par rapport aux derniers prix en vigueur à 3%.

Si la variation annuelle excède le taux susvisé, alors celle-ci sera automatiquement limitée à ce taux sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées à apprécier par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire.

Clause de sauvegarde : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché lorsque l'augmentation des prix est supérieure à 3% par rapport aux prix de la période d'exécution précédente.

Il informe le titulaire de son intention de procéder à la résiliation en respectant un préavis de deux (2) mois à compter de la notification de sa décision. Dans cette hypothèse, ce sont les prix validés antérieurement qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

5.2. Conditions de paiement et facturation

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat de la tranche est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Les dispositions des articles R2191-3 et suivants du CCP sont applicables. L'option retenue est l'option B du CCAG-FCS. Sauf renonciation expresse du titulaire, une avance de 5 % lui est donc accordée. Une avance peut être versée sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance n'est pas révisable. Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

■ Facturation des prestations du lot 2 : Gaz conditionné

Le titulaire devra transmettre des factures mensuelles groupées pour les postes de location, immobilisation ou autres frais accessoires avec des sous-totaux par points de livraison sous peine de pénalités.

Il devra également transmettre la facture mensuelle pour les gaz spécifiques achetés, avec des sous-totaux par points de livraison sous peine de pénalités.

Enfin le titulaire devra transmettre la facture mensuelle pour l'achat de matériel identifié par point de livraison également sous peine de pénalités.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement sont communiquées par voie dématérialisée, via CHORUS PRO.

Lorsqu'une facture sera transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise via le portail CHORUS PRO correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur ce portail. Les informations nécessaires au dépôt des factures sur le portail CHORUS PRO sont les suivantes :

– N° d'engagement juridique : numéro de bon de commande

– SIRET : 130 020 761 00016

Les factures sont établies portant, outre les mentions légales, les indications ci-après :

– l'objet et le numéro.

– Le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement.

– La date d'émission de la facture.

– La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture.

– La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement.

– La date d'exécution du marché

– le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

– l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

– Le cas échéant, les modalités de règlement ;

– Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures sont libellées à :

CentraleSupélec

Agence comptable/service facturier

3 rue Joliot-Curie

91190 Gif-sur-Yvette

■ **Périodicité des paiements :**

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique.

Conformément à l'article 1er du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture, à condition que le service fait soit certifié.

En cas de non-respect par l'acheteur public du délai de paiement, le titulaire du marché a droit au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 euros ainsi qu'à des intérêts moratoires dont le taux applicable est celui de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points.

Les relances peuvent être adressées à l'adresse suivante :

compta.fournisseurs@centralesupelec.fr

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

6.1.1. Emballage

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

6.1.2. Modalités de livraison :

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions en matière de conditionnement pour que les fournitures soient correctement protégées des avaries, lors du transport et de l'expédition des produits, dans le strict respect de la réglementation en vigueur.

Il doit également mettre en œuvre tous les moyens adaptés qu'il juge nécessaires pour une livraison en toute sécurité pour ses agents et les personnes environnantes sur le site de livraison (hayon, diable ou chariot adapté au transport de bouteilles...).

■ Lot 1

Le titulaire mettra en place à Gif sur Yvette un système de télésurveillance du niveau des citernes et déclenchera la livraison sans qu'une action du bénéficiaire ne soit nécessaire.

Pour le site de Pomacle, la livraison d'azote se fera uniquement à la demande du bénéficiaire par l'émission d'un bon de commandes et non de manière régulière ou par télésurveillance. Le titulaire fournira un email de contact ou un site internet et éventuellement un numéro de téléphone afin de procéder à la demande d'approvisionnement. Le délai avant livraison ne doit pas excéder 5 jours.

Il n'est pas attendu que le titulaire fournisse un système de télémétrie ou de Dewar pour le site de Pomacle.

■ Lot 2

Lors de la livraison de bouteilles, elles sont déposées par le personnel du titulaire du contrat dans le(s) local (locaux) prévu(s) à cet effet ou la zone désignée par le bénéficiaire.

L'accès à ce local est validé par chaque bénéficiaire. Le dépôt ne se fait en aucun cas sur la voie publique ou dans des zones accessibles au public. Les voies et les moyens d'accès aux lieux de stockage sont déterminés conjointement par chaque bénéficiaire et le titulaire.

Le mode de distribution et de comptage est effectué conformément aux usages de la profession.

Les documents adressés aux bénéficiaires doivent permettre une gestion facile et rigoureuse du parc des installations et des conditionnements mis à disposition. Ainsi, les factures doivent permettre une identification aisée des différents fluides et conditionnements, ainsi que des différents types de contrat pour les prestations associées.

Les livraisons sont effectuées en fonction des besoins des laboratoires après réception par le titulaire des bons de commande dûment validés.

Les candidats s'engageront sur des délais et conditions de livraison hors mélange sur mesure. Le délai de livraison ne saurait excéder 4 jours ouvrés. Les fournitures sont livrées hors week-end et jours fériés.

Le candidat décrira également les conditions de livraison en urgence pour le jour même ou J+1.

Les bons de livraison devront mentionner le numéro de bon de commande correspondant (45000...), toute facture devra obligatoirement mentionner ce numéro de bon de commande ainsi que le numéro du bon de livraison correspondant.

■ Points de livraison :

– CentraleSupélec à Gif-sur-Yvette 91190.

Magasin général : Magasin Général – Bâtiment Eiffel, 2 rue Noetzlin, 91190 Gif-sur-Yvette

Les bouteilles ou cadres devront être déposés en bas de la rampe d'accès au sous-sol avec contrôle d'accès par barrière. Il est à noter que seuls des véhicules petits porteurs de 19 tonnes maximum peuvent y accéder.

Laboratoire GeeP'S : Bât BREGUET-3, rue Joliot-Curie, 91190 Gif-sur-Yvette

Dans les deux cas, les livraisons doivent être effectuées sur les plages horaires d'ouverture de l'accueil

du bâtiment GEEPS ou du magasin de livraison du bâtiment EIFFEL.

– CentraleSupélec CEBB – 3 rue des Rouges-Terres, 51110 Pomacle.

La livraison se fera à l'arrière du bâtiment, deux cadres sont situés proche de l'espace livraison, la livraison doit se faire entre 9h et 17h. Les deux cadres sont propriété du titulaire.

Horaires de livraison

Les horaires sont définis avec le bénéficiaire.

Le Titulaire doit pouvoir répondre à une éventuelle modification des besoins planifiés.

Dans la mesure où le Titulaire doit assurer, lors d'une livraison unique, l'approvisionnement de l'intégralité de la commande, il ne peut pas être facturé de frais de livraison en cas de reliquat.

En cas de livraison groupée pour 2 laboratoires différents le même jour sur le même site, les frais de port ne seront facturés qu'une seule fois.

Conformément à l'article 21 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Chaque livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille notamment : la date d'expédition, la référence du contrat, l'identification du titulaire et des fournitures livrées.

■ **Transport :**

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

■ **Autres conditions d'exécution :**

Bouteilles et cadres

Le contrat s'exécute au moyen de bons de commande, dont le délai de livraison commence à courir à compter de sa date et heure d'envoi. Les commandes se font en fonction des besoins. Les commandes sont effectuées par la plateforme internet proposé par le titulaire ou exceptionnellement par mail. Les gaz sont livrés sur les lieux de stockage de chaque bénéficiaire sous forme d'échange : « pleine » contre « vide », sauf exception. Si le Titulaire ne récupère pas l'emballage vide, la facturation de location des emballages sera suspendue après la seconde demande de reprise qu'il ait été récupéré ou non par le titulaire. Il est souhaitable qu'aucun frais de gestion de commande ne soit appliqué.

À noter qu'en début de contrat, les bouteilles stockées au sein du Bénéficiaire sont échangées de préférence progressivement, au fur et à mesure des consommations (sans dépasser 3 mois). Si le Titulaire ne parvient pas à honorer l'ensemble des demandes pour la mise en place dans un délai de 3 mois, le Bénéficiaire peut alors appliquer des pénalités prévues au présent contrat.

En début et fin de contrat, un inventaire est obligatoirement réalisé afin d'éviter tout litige ultérieur. En cours d'exécution, un inventaire semestriel ou annuel (à convenir selon le Bénéficiaire) contradictoire doit être effectué par le Titulaire et un représentant du Bénéficiaire (volume global et nombre de bouteilles) sur demande du dudit Bénéficiaire.

Chaque livraison donne lieu à l'établissement d'un bordereau mentionnant au minimum la date, la nature des fluides livrés, leur quantité.

6.2. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose

au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ **Opérations de vérification des fournitures :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications lors de la livraison des fournitures. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

6.3. Développement durable

■ **Clause environnementale :**

Le Titulaire doit mettre en œuvre, dans le cadre de l'exécution du marché, toutes mesures visant la réduction des impacts environnementaux, notamment l'empreinte carbone. Le Titulaire s'engage à :

- privilégier des modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2 et à optimiser les déplacements,
- utiliser du matériel et des équipements économes en énergie et en ressources,
- produire des livrables sur des supports respectueux de l'environnement,
- sensibiliser les intervenants aux problématiques environnementales.

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions

Le respect des dispositions environnementales fera l'objet d'un suivi au moyen d'un ou plusieurs indicateurs définis en début de marché assortis d'un engagement correspondant à l'offre du Titulaire ou définis d'un commun accord. En cas de non-respect de la valeur cible des indicateurs, des pénalités pourront être appliquées.

Une fois par an, la revue mensuelle comprendra un point spécifique sur les aspects développement durable de la prestation, au cours de laquelle le Titulaire présentera une proposition d'engagement de progrès.

6.4. Autres stipulations

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

En application des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 et de l'article L. 2194-2 du Code de la commande

publique, le présent accord-cadre intègre des clauses de réexamen telles que définies ci-après :

- Prestations nouvelles définies lors de réunions organisées avec le titulaire à la demande des laboratoires en vue de réorganiser, ajuster, moduler la prestation sur certains ou la totalité des sites ;
- Prestations ou fournitures ponctuelles non prévues initialement mais en lien avec l'objet du marché à la demande des laboratoires.
- Nouveaux sites et points de livraison, points de détection et/ou déplacement des sites et points de livraison et de détection modification du périmètre et/ou des prestations prévues initialement pourra être revue à la hausse comme à la baisse.
- De même les besoins d'un ou plusieurs laboratoires pourront être ajoutés au marché en cours d'exécution sous réserve du respect des montants maximums contractuels.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

■ **Autres stipulations diverses :**

Période transitoire

CentraleSupélec exige donc que le soumissionnaire, au moment du dépôt de l'offre, expose les moyens techniques ou la solution temporaire mis en place pour parer à la rupture d'approvisionnement en azote liquide en vrac et en gaz conditionné lors du changement de titulaire du marché.

Le titulaire du présent marché exposera les modalités mises en place en fin de marché correspondant à la période transitoire si celui-ci ne répond pas au nouveau marché ou n'est pas retenu. Le titulaire devra donc expliquer :

- Les modalités de retrait des citernes d'azote liquide, délais, conditions particulières...,
- Les modalités de restitution des bouteilles de gaz conditionnées, délais, conditions particulières.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute natures causées au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causées au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 1000$. Avec : P : montant de la pénalité

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	<p>V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>

En cas de non-respect des modalités de facturation pour le GAZ conditionné le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par manquement.

En cas de non-respect des règles de protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € (mille euros) par infraction constatée, sans mise en demeure préalable.

En cas de non-respect des délais de livraison indiqué dans l'offre du titulaire celui-ci encourt une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.

En cas de non-respect des délais de livraison d'urgence indiqué dans l'offre du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

Le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par manquement, pour tout manquement qui pourrait empêcher la bonne exécution du contrat.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Indisponibilité :

Conformément à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et services, un matériel est indisponible lorsque son usage est rendu impossible. L'indisponibilité débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire.
- Dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défectueux au titulaire.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition à l'acheteur des éléments en état de marche.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;
- R = le nombre de jours de retard.

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
Versailles
78010 Versailles
Téléphone : 01 39 20 54 00
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Télécopie : 01 39 20 54 87
Site internet : versailles.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG
La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG
Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins. ...



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)